

Présidentielle française 2017 : entre espoir et dépit !

Khalid Adnane

Économiste à l'École de politique appliquée

Université de Sherbrooke

Le défunt humoriste français Coluche disait : « La droite a gagné les élections. La gauche a gagné les élections. Quand est-ce que ce sera la France qui gagnera les élections ? » À près de 70 jours de la présidentielle, la population française flirte avec cette possibilité en la personne d'Emmanuel Macron, un candidat indépendant qui séduit par son discours. Il se présente comme le renouveau de l'échiquier politique en France. Les derniers sondages le confirment d'ailleurs. Ils prédisent sa présence au 2^e tour et surtout, sa probable victoire durant cette phase s'il devait affronter Marine Le Pen du *Front national*.

Mais, comment un candidat qui a déjà occupé le poste de ministre de l'économie dans le gouvernement sortant (honné par l'électorat), qui n'a aucune structure traditionnelle de parti politique derrière lui (la machine) et encore moins de programme économique clair et tangible à mettre sur la table, peut-il récolter autant d'appuis à l'approche du scrutin ? Quelques points convergent pour expliquer ce phénomène, notamment chez ses adversaires politiques et leur bilan.

À droite, à gauche !

Du côté de la Gauche, *le Parti socialiste*, après un quinquennat très décevant sous François Hollande, ne semble vraiment pas dans le coup. Complexé, il a littéralement dilué ses attaches idéologiques en voulant trop étirer son spectre, par exemple, sur les enjeux sécuritaires et identitaires, sur les réformes sociales ou encore sur les politiques de rigueur budgétaire. À vouloir ratisser trop large (pêcher des deux côtés de la chaloupe, comme on dit) et en épousant « tout », il a fini par perdre son identité, et aussi sa base, qui regarde de plus en plus ailleurs.

Du côté de la Droite, *Les Républicains* semblaient partir sur un élan extraordinaire dans les intentions de vote après les primaires de novembre qui ont consacré François Fillon comme leur représentant. Or, depuis quelques semaines, celui-ci est plongé dans une grande tourmente : le scandale entourant les rétributions très généreuses versées à sa conjointe pour un boulot « fictif » qu'elle n'aurait jamais exécuté.

Une Marine « Irréaliste » !

Par ailleurs, même si elle est confortablement installée, selon les derniers sondages, pour participer au 2^e tour, Marine Le Pen est bien consciente de la dynamique électorale française. Tout en gardant un certain espoir, elle sait que peu importe l'adversaire auquel elle fera face durant cette phase, elle n'a presque aucune chance de gagner. Car, au-delà des discours sur l'identité (très doux aux oreilles des sympathisants), de la réindustrialisation (pour le moins virtuelle) de certaines régions du pays, de la sortie de l'euro et de la lutte à la compétition Chinoise, il n'en demeure pas moins qu'une bonne partie de l'électorat français, en dehors des

cadres du Front national, est encore sceptique à son égard. Si ses propositions paraissent séduisantes, elles restent tout simplement peu réalistes, voire impraticables.

Une décennie « perdue » !

Par ailleurs, il y a un autre élément beaucoup plus accablant : le déclin économique de la France, notamment par rapport à ses partenaires dans la zone euro. Ainsi, après deux quinquennats consécutifs, le premier par la Droite sous Nicolas Sarkozy (2007-2012), et le deuxième par la Gauche sous François Hollande (2012-2017), peu de progrès significatifs ont été réalisés afin de répondre aux difficultés que traverse le pays. C'est le sentiment qui anime une bonne partie de la population française, avec des chiffres éloquentes à l'appui.

Ainsi, pendant cette décennie, le poids économique de la France dans le monde a régressé, passant de 3 à 2,3 % du PIB mondial, la moyenne du taux de chômage s'est maintenue à 10 % et celle du déficit budgétaire à près de 4 %. Enfin, la dette publique culmine aujourd'hui à plus de 90 % du PIB, alors qu'elle était à hauteur de 64 % en 2007.

Il est vrai qu'il y a une réalité économique conjoncturelle qui renvoie à la grande crise financière de 2008-2009 et à ses lourdes conséquences économiques. Cependant, celle-ci n'a pas empêché l'Allemagne, par exemple, d'afficher pour la même période un taux de chômage moyen d'à peine 6 %, un solde budgétaire presque équilibré et une dette publique, aujourd'hui, à près de 69 % du PIB : son niveau se situait à plus de 82 % en 2010. [Source : FMI Data, février 2017]

Espoir, dépit !

En ce sens, la faveur exprimée envers Emmanuel Macron trouve un ancrage plutôt logique, celui du changement, d'une alternative : aux cadres politiques traditionnels ainsi qu'aux programmes politiques orthodoxes formulés depuis plusieurs années par les autres formations politiques. Ironiquement, le programme de M. Macron n'est toujours pas dévoilé.

Reste à savoir si cet ancrage est animé par un espoir réel ou simplement par le dépit ? Peu importe, nous aurons la réponse dans un peu plus de deux mois.

Une éternité en politique !